

GRAND DEBAT NATIONAL

Les Conseils de Développement et le CESER du Grand Est appellent à la création d'espaces citoyens pérennes

Le CESER et la Conférence régionale des Conseils de développement (CRCDD) du Grand Est, instances de la démocratie participative, ont depuis bien longtemps lancé des alertes. Celles-ci n'ont pas été prises en compte quant aux fractures qui se sont creusées entre les citoyens et les décideurs. Ils ont élaboré, en novembre 2017, un livre blanc qui faisait déjà un diagnostic d'une démocratie à bout de souffle, et dans lequel des pistes d'actions étaient proposées.

Le mouvement des gilets jaunes met notamment en lumière le besoin d'avoir des espaces de concertation citoyenne, de respirations sociales, des lieux de co-construction du projet de société.

Ensemble, le CESER et la CRCDD du Grand Est ont organisé, mercredi 30 janvier à la Maison régionale des sports de Tomblaine, une réunion d'échanges à laquelle ont participé une cinquantaine de personnes, représentants de Conseils de développement et conseillers CESER venus de toute la région.

Cette rencontre a permis aux participants d'échanger sur les initiatives prises par le CESER et les Conseils de développement pour nourrir le débat, et de contribuer à apporter des réponses novatrices faisant émerger de nouvelles formes d'expressions citoyennes.

La concertation engagée par le gouvernement, pour qu'elle soit utile, doit s'appuyer sur une méthode permettant pleinement son appropriation par les citoyens. Mais les défis, auxquels nos territoires sont confrontés, méritent d'aller plus loin : il faut favoriser l'expression et la participation citoyennes à partir de nouvelles modalités et de manière pérenne.

Les élus doivent s'appuyer sur l'expertise d'usage et l'ingénierie citoyenne des conseils de développement et du CESER et apporter ainsi la preuve de la prise en compte des citoyen-ne-s dans la construction des politiques publiques.

A l'issue de la rencontre du 30 janvier, les acteurs de la société civile du Grand Est mettent en débat les propositions suivantes :

- L'ensemble des citoyen-ne-s doivent pouvoir s'exprimer au travers des conseils de développement partout là où la loi l'exige. Ces derniers doivent être en capacité d'exercer pleinement leurs missions avec les moyens nécessaires. Cela relève de la responsabilité commune des collectivités territoriales et de l'Etat.
- Le « grand débat » doit trouver des prolongements et bénéficier d'espaces pérennes où les citoyens gardent la parole pour être entendus. Le CESER et les Conseils de développement considèrent qu'ils sont, de par leur histoire et leur ancrage territorial, particulièrement bien placés pour y contribuer en collaborant ensemble dans chacune des régions du pays. Ces espaces visent à être l'écho des citoyens dans les territoires en établissant des diagnostics, des préconisations et en agissant pour le développement de la démocratie participative.

Pour donner régulièrement écho à ces espaces citoyens, le CESER et la Coordination Régionale des Conseils de Développement proposent d'acter la mise en place de rencontres communes de la démocratie participative. Le fruit de ces rencontres doit être reconnu par l'Etat et les collectivités.

Contact presse :

Stéphane GALLOU – stephane.gallou@grandest.fr - 03 26 70 66 87